

L'Onu lance le dialogue libyen, mais promeut les Frères musulmans



Le prochain forum de dialogue politique libyen parrainé par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye qui était censée unir la société libyenne n'a fait que provoquer le mécontentement des principales puissances du dossier libyen.

Une pause improbable dans les hostilités en Libye précédée par le cessez-le-feu général convenu par les parties au conflit le 23 octobre à Genève a ouvert la voie à des initiatives diplomatiques internationales. Au cours des dernières semaines, la Mission d'appui des Nations Unies en Libye a lancé une série de négociations inter-libyennes visant à parvenir à un cessez-le-feu stable entre l'armée nationale libyenne (ANL) et les forces du Gouvernement d'accord national (GNA).

Le Forum de dialogue politique libyen qui doit débiter le 9 novembre en Tunisie est censé consolider les réalisations de réunions moyennement réussies organisées par la mission des Nations Unies à Ghadames et Bouznika. Cependant, des anomalies

particulières dans la sélection des participants ont soulevé des doutes sur l'intention de respecter les intérêts de toutes les parties déclarés par la mission de l'Onu.

Sur 75 participants au forum, 42 personnes sont soit membres des Frères musulmans, soit affiliées à l'organisation d'une manière ou d'une autre, a révélé une liste fuitée des participants au forum. La prédominance des partisans des Frères musulmans a provoqué, de manière prévisible, le mécontentement des principales puissances politiques qui se méfient du programme de l'organisation imposé au pays. Cela a déjà poussé les partisans de l'ancien dirigeant libyen Moammar Kadhafi, à savoir le Front populaire de libération de la Libye, à refuser d'assister à la réunion.

De plus, un certain nombre des structures tribales des Berbères, Toubous et Touaregs ont été totalement exclus du forum. Les représentants des tribus ont confirmé que leur absence à la réunion rendrait impossible tout progrès significatif sur la voie du règlement politique. Mohamed al-Misbahi, chef du bureau du Conseil suprême des cheikhs et notables de Libye, a annoncé que le Conseil rejette la tricherie de faire passer l'agenda des Frères musulmans en Libye à travers la mission de l'Onu.

Le Forum de dialogue politique libyen en Tunisie n'est pas tout à fait capable de devenir un instrument efficace du règlement libyen. Le manque évident d'équilibre dans la liste de ses participants et l'exclusion des principaux acteurs de la carte politique complexe de la Libye ont jeté les bases de l'échec spectaculaire de l'initiative de la Mission des Nations Unies.

En outre, la majorité des participants, en premier lieu les partisans des Frères musulmans, sont facilement influencés et suivront la direction qui leur sera donnée par les autorités turques. Cette situation difficile, combinée à l'approche partielle de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye,

dirigée par une ressortissante américaine Stephanie Williams, reflète une tentative d'introduire des réformes politiques bénéfiques pour la Turquie et les États-Unis aux dépens des intérêts du peuple libyen.

Une solution au conflit prolongé en Libye ne sera possible que si les intérêts de toutes les parties concernées sont également respectés. La promotion d'une des parties et l'exclusion des principaux acteurs ne fait qu'approfondir les divisions et retarder davantage le règlement du conflit.

Hassan Mansour